

La Presse ÉCONOMIE



**RIDHA
CHKOUNDALI**
PROFESSEUR
UNIVERSITAIRE
ET EXPERT
EN ÉCONOMIE

«LA LIQUIDITÉ
A ÉTÉ ABSORBÉE
POUR FINANCER LES
DÉPENSES DE L'ÉTAT»

Page 2



**DR TAHAR
EL ALMI**
ECONOMISTE-
UNIVERSITAIRE,
PROFESSEUR
ASSOCIÉ
À L'IHET

DE LA FISCALITÉ
À LA NOUVELLE
HIÉRARCHIE
DES OBJECTIFS

Page 4

SUPPLÉMENT HEBDOMADAIRE DU MERCREDI 24 NOVEMBRE 2021 ■ PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : NABIL GARGABOU — DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DES PUBLICATIONS : CHOKRI BEN NESSIR

► BILLET

CHÔMAGE

DU PAIN SUR LA PLANCHE !

Par Najoua HIZAOU

Aujourd'hui, les Tunisiens supportent de plus en plus mal l'érosion de leur pouvoir d'achat, l'envolée des prix, les pénuries, l'appauvrissement progressif de la classe moyenne et surtout le chômage. Lutter contre le chômage des jeunes, un problème structurel qui a été amplifié par la crise sanitaire qui l'a exacerbé. Selon les dernières statistiques publiées par l'INS, le taux de chômage a atteint son plus haut niveau, soit 18,4% au cours du troisième trimestre de 2021 contre 17,9% au deuxième trimestre. Le nombre de chômeurs est passé à 762,6 mille du total de la population active, contre 746,4 mille chômeurs au cours du premier trimestre, soit 16 mille chômeurs de plus sur le marché du travail. Ces chiffres montrent que le gouvernement actuel aura du pain sur la planche. La stratégie de redressement de l'économie devra préserver les emplois et en créer de nouveaux pour les chômeurs. Tout un chantier... Aujourd'hui, la grogne sociale règne dans plusieurs régions du pays où les jeunes au chômage, dont en particulier les diplômés du supérieur, végètent dans la précarité, voient leurs conditions de vie érodées, gagnés par la désillusion, ne reculant pas à gagner les côtes pour échapper à la misère et au dysfonctionnement du système. Le nombre de « harragas », qui tentent

au péril de leur vie, de quitter le pays à bord d'embarcations de fortune, augmente curieusement. Les jeunes, meurtris par le chômage, une administration opaque et la cherté de la vie, fuient la Tunisie sans regret ni remords. L'absence de perspectives est sans doute le facteur qui explique le mieux cette envie qui les habite pour partir à tout prix. A l'évidence, toutes les difficultés qu'endure aujourd'hui la Tunisie trouvent leur source dans les mauvais choix, l'absence de réformes et en même temps une économie à bout de souffle. C'est un test majeur pour le nouveau gouvernement pour s'attaquer aux grands maux qui paralysent l'activité économique et accentuent le malaise social. L'exécutif est appelé aussi à soutenir aussi bien les entreprises — quelle que soit leur taille — qui font face à des pertes substantielles menaçant leur fonctionnement et leur solvabilité, et une grande partie de travailleurs ayant perdu leur emploi. Les gouvernements qui se sont succédé déclarent dès le début de leur exercice que le traitement du dossier de lutte contre le chômage sera prioritaire, au point que l'on doute réellement de la sincérité de cette assertion, qui semble faire plutôt office de calmant social qu'autre chose.

BILEL SAHNOUN

«LES ENTREPRISES COTÉES N'ONT PAS SUBI LES CONSÉQUENCES NÉGATIVES DE LA CRISE SANITAIRE»

Page 3

► ZOOM

LES PME AU BORD DU PRÉCIPICE

Page 3

► L'ENTREPRISE AUTREMENT

UNE MISE AU POINT GÉNÉRALE S'IMPOSE(*)

Page 4

ÉTAT DE SANTÉ DES BANQUES

LE TON EST PLUTÔT RASSURANT

Les banques et les établissements financiers ont fait preuve de résilience opérationnelle grâce à leurs plans de continuité d'activité et ont assuré la continuité de leurs services aux entreprises et aux ménages.



Page 2

Envoyez "Oui" au 85822 et gagnez

Envoyez "OUI" au 85822 et répondez aux questions, plus vous répondez juste, plus vous augmentez vos chances de gagner :

- 80 000 dinars cash au total à gagner
- 4 voitures Renault Clio
- Et plein d'autres cadeaux High Tech !



Fortuna Quiz

80.000^{DT} Ca\$h



Jeu sans obligation d'achat. Jeu Gratuit pendant 3 jours, ensuite 0.6DT/j pour le Club Cash et 0.750DT/j pour le Club Car. Règlement du jeu déposé auprès du Notaire Maître Adel Chouaikhia sis au N°1 rue El Jallouli - 2040 Radès. Photos non contractuelles.

ETAT DE SANTÉ DES BANQUES

LE TON EST PLUTÔT RASSURANT

En deux ans de crise, la structure du secteur bancaire tunisien est restée globalement stable. Le ton est plutôt rassurant concernant l'état de santé des banques publiques et privées malgré les répercussions de la crise. Cette dernière a constitué une épreuve réelle de stress qui a touché de plein fouet quasiment l'ensemble des secteurs économiques en 2020. Les banques et les établissements financiers ont fait preuve de résilience opérationnelle grâce à leurs plans de continuité d'activité et ont assuré la continuité de leurs services aux entreprises et aux ménages.

Dans ce contexte, la BCT a réagi de manière proactive et énergique dès le début de la crise en mettant en place un ensemble de mesures d'ordre monétaire, économique et prudentiel, qui « visent à appuyer l'action du gouvernement dans sa lutte contre cette pandémie, à circonscrire la portée de la crise sur l'activité économique et à préserver la stabilité financière ». Toutes les réformes structurantes entreprises par la BCT durant la dernière décennie, en l'occurrence le renforcement du cadre légal, réglementaire et prudentiel et la restructuration des banques publiques, ont permis de consolider les assises financières du secteur et sa capacité à financer l'économie.

Dans son dernier rapport annuel, la BCT précise qu'à la faveur de la suspension de la distribution des dividendes qu'elle a décidée en mars 2020 en tant que mesure préventive, les banques sont parvenues à renforcer davantage leurs assises financières avec un ratio de solvabilité sectoriel moyen de 13,2% à fin 2019, « ce qui confère aux banques un coussin de fonds propres pour absorber l'impact éventuel attendu de la crise ».

SURVEILLANCE RAPPROCHÉE DES RISQUES BANCAIRES

Le stress test conduit par la BCT durant le second semestre 2020, sur les banques de dépôts résidentes, « a confirmé la capacité de résilience des principales banques même dans un scénario extrême et leur capacité à soutenir les opérateurs économiques durant les prochains exercices. Cela étant et vu que la crise sanitaire n'a pas encore livré tous ses impacts sur les opérateurs économiques, la BCT continuera à assurer une surveillance rapprochée des risques bancaires et veillera à prendre toutes les mesures requises pour garantir une identification et une couverture adéquates des risques avérés et latents », précise Marouane El Abassi, gouverneur

« Selon l'institut d'émission, le rythme de progression des crédits à l'économie s'est affermi en 2020, pour atteindre +6,9%, après +3,7% en décembre 2019. Cette évolution a été tirée par l'accélération des crédits aux particuliers (+5,9% contre +0,4% en décembre 2019) qui a concerné, à la fois, les crédits au logement (+4,0%) et les crédits à la consommation (+7,6%).

de la BCT. En se penchant sur les indicateurs de 2021, l'Intermédiaire en Bourse Tunisie Valeurs, dans sa note rétrospective sur le parcours boursier des huit premiers mois de cette année, se dit « optimiste » pour le reste de l'année, à la lumière des performances de la place Tunisie entre janvier et août 2021. Par ailleurs, la relative stabilité des taux d'intérêt et le niveau bas des valorisations devraient continuer à stimuler un regain d'intérêt dans les actifs risqués d'ici la fin de l'année. De même, la Bourse



affiche une performance de 6,8%, due à une reprise quasi-généralisée de l'activité pour la majorité des sociétés cotées, mais aussi de la bonne orientation des valeurs bancaires qui ont propulsé l'indice de référence. Les valeurs bancaires, poids lourd de la cote, ont été, en effet, favorisées par la levée conditionnée de la suspension de la distribution des dividendes relatifs à l'exercice 2019 et décidée en 2020.

OPTIMISME PRUDENT

L'intermédiaire en Bourse avertit toutefois sur les mauvaises surprises. Un voile d'incertitude entoure encore les résultats de 2021 en raison d'une possible énième vague de contamination. Par ailleurs, les répercussions du choc pandémique qui ont détérioré davantage les conditions macro-économiques en 2020 pourront être ressenties jusque fin 2021.

L'essentiel de la performance de l'indice de référence a été réalisé sur le mois de mars (+6,2%), constate Tunisie Valeurs, mois qui a été marqué par la publication de la note de la BCT, levant la suspension de la distribution des dividendes par les banques et les établissements financiers. Les indicateurs montrent que depuis le début de l'année, les volumes d'échange se sont nettement améliorés comparativement aux huit premiers mois de 2020. Les capitaux transigés se sont envolés de 33,9% à 1,2 milliard de dinars, soit une moyenne quotidienne de 7,2MDt. Le marché des blocs continue à jouer son rôle de tremplin des échanges sur le marché. Ce compartiment du marché a cumulé des capitaux de 432,7MDt, à la fin du mois d'août, contre un flux de 181,2MDt pour la même période de 2020.

Les indicateurs d'activité du premier

semestre de l'année 2021 sont bien orientés du côté des dépôts: une progression de 3,2% depuis le début de l'année. L'évolution de la collecte s'annonce prometteuse sur l'année pleine. « L'avancement de la campagne de vaccination, l'occurrence d'une croissance économique de rattrapage en 2021, la poursuite de la politique monétaire non conventionnelle menée par l'institut d'émission et les efforts soutenus par les banques pour capter des ressources devraient stimuler un retour de l'épargne dans le circuit bancaire. Nous tablons sur une croissance de l'encours de dépôts du secteur bancaire coté de 9,8% à 79,4 milliards de dinars, en 2021 ».

Au chapitre des crédits, selon l'institut d'émission, le rythme de progression des crédits à l'économie s'est affermi en 2020, pour atteindre +6,9%, après +3,7% en décembre 2019. Cette évolution a été tirée par l'accélération des crédits aux particuliers (+5,9% contre +0,4% en décembre 2019) qui a concerné, à la fois, les crédits au logement (+4,0%) et les crédits à la consommation (+7,6%). Les crédits aux professionnels ont, également, été dynamiques en 2020. Ces derniers ont évolué de +7,2% contre +4,9% une année auparavant.

Force est de constater que ce sont les banques publiques qui ont tiré vers le haut la production du secteur (+9,6% à 30,8 milliards de dinars) en 2020. Le secteur privé a, quant à lui, vu son encours des crédits augmenter de 6,4% à 42,1 milliards de dinars. La production du secteur a nettement perdu de sa vigueur au cours de la première moitié de 2021. L'encours des crédits des banques cotées a affiché une reprise timide de 0,4% à 74 milliards de dinars. « La résurgence des tensions sur la liquidité bancaire, depuis le mois de juillet dernier, ne plaide

« Toutes les réformes structurantes entreprises par la BCT durant la dernière décennie, en l'occurrence le renforcement du cadre légal, réglementaire et prudentiel et la restructuration des banques publiques, ont permis de consolider les assises financières du secteur et sa capacité à financer l'économie.

pas en faveur d'une reprise de la distribution des crédits sur toute l'année 2021 aussi vigoureuse qu'en 2020 ». Le niveau global de refinancement peut en témoigner: il a atteint 10,5 milliards de dinars fin septembre 2021 après avoir connu un apaisement au mois de juin avec un total encours de près de 7 milliards de dinars. L'intermédiaire en Bourse estime que le secteur bancaire coté devrait réaliser une croissance de son encours des crédits de 4,0% à 76,7 milliards de dinars, d'ici fin 2021.

N. HIZAOU

« L'Intermédiaire en Bourse Tunisie Valeurs, dans sa note rétrospective sur le parcours boursier des huit premiers mois de cette année, se dit « optimiste » pour le reste de l'année, à la lumière des performances de la place Tunisie entre janvier et août 2021, le flou qui entache présentement le contexte politique et les difficultés des finances publiques.

RIDHA CHKOUNDALI, PROFESSEUR UNIVERSITAIRE ET EXPERT EN ÉCONOMIE

«LA LIQUIDITÉ A ÉTÉ ABSORBÉE POUR FINANCER LES DÉPENSES DE L'ÉTAT»

Depuis quelques années, la tendance s'est accentuée. Les banques se sont détournées de leur mission principale, en l'occurrence le financement des entreprises privées, et se sont concentrées sur le financement des dépenses de l'Etat. Un business juteux qui a provoqué un effet d'éviction exercé sur l'économie.

Pour Ridha Chkoundali, professeur universitaire en sciences économiques, le constat est clair: ce sont les banques et l'Etat qui sont responsables du rebond de l'inflation. « Le financement des dépenses publiques par les banques tunisiennes est à l'origine de l'assèchement de la liquidité. Ce ne sont pas les familles tunisiennes qui sont responsables de l'inflation, ce sont les banques et l'Etat », note-t-il à La Presse. Et d'ajouter que les banques ne remplissent plus leur rôle en tant que pourvoyeurs de crédits au profit des entreprises et de l'investissement privés. Elles se sont tournées vers une activité à la fois rentable (le taux d'intérêt s'élève à 8,55%) et sans risque. La liquidité a été absorbée pour financer les dépenses de l'Etat dont la valeur ajoutée est non marchande. Conséquence: durant les dix dernières années, il n'y a pas eu création de nouvelles richesses. Le taux de croissance oscille autour de 0%.

Selon l'expert, cette situation trouve son origine dans une politique « boiteuse » de lutte contre l'inflation. En effet, Chkoundali explique que la politique de ciblage de l'inflation par le biais de la politique monétaire est vouée à l'échec parce que l'origine de l'inflation en Tunisie n'est pas uniquement monétaire. L'expert souligne, à ce sujet, que

« La politique de ciblage de l'inflation par le biais de la politique monétaire est vouée à l'échec parce que l'origine de l'inflation en Tunisie n'est pas uniquement monétaire.

l'inflation dépend également de plusieurs facteurs, notamment les circuits de distribution, la politique fiscale, les subventions, etc. « L'inflation a de multiples origines. Elle n'est pas uniquement monétaire. Elle est aussi budgétaire », précise-t-il. Et d'ajouter: « L'approche de la BCT pour la lutte contre l'inflation est une approche erronée parce qu'elle suppose que ce sont les biens de consommation importés qui sont à l'origine de l'inflation. Afin de réduire la consommation privée, la BCT recourt à l'augmentation du taux d'inté-

rêt pour limiter le volume des crédits à la consommation et par ricochet réduire les importations. Or, l'analyse de la structure du déficit commercial révèle que 40% du déficit est énergétique et 30% proviennent des matières premières et 20% des équipements. La part des biens de consommation dans le déficit commercial est insignifiante », indique Chkoundali.

L'expert prône une politique dite « mixte » qui va dans le sens de la coordination des politiques monétaire et budgétaire. Interrogé sur la conformité des banques aux normes de Bâle et la migration vers les normes comptables IFRS, Chkoundali fait savoir que la mise en application des normes de Bâle II souffre encore de quelques lacunes. Mais les banques sont appelées à se conformer aux normes prudentielles de Bâle III. « Les banques sont-elles prêtes? En tout cas, elles n'ont pas le choix, soit elles s'orientent vers l'amélioration des normes prudentielles, soit elles disparaîtront du marché. Il y a une compétition à l'échelle internationale. Les agences de notation attribuent aux banques des notes qui conditionnent leurs activités. L'amélioration de la gouvernance des banques qui passe par l'amélioration des normes prudentielles est aussi une condi-

tionnalité imposée par les institutions financières internationales. Le secteur bancaire souffre d'un grand problème de liquidité. Une banque solide doit affronter les risques, or, les banques optent pour les solutions faciles, à savoir le financement des dépenses publiques », ajoute-t-il. Au sujet de la réforme des banques publiques, Chkoundali souligne que malgré la recapitalisation des banques et l'injection des fonds, la réforme démarrée en 2012 n'a pas abouti à des résultats concrets et l'Etat est le responsable de cet échec. Par ailleurs, l'expert précise que la transition de l'économie tunisienne d'une économie d'endettement vers une économie de participation est devenue une nécessité primordiale.

Il ajoute, en ce sens: « Le financement devrait se faire par le biais du marché financier. Or, le marché financier est très archaïque et compte seulement quelques entreprises cotées, principalement des banques. Il faut que la réforme arrive à transformer l'économie d'endettement en une économie de participation où les investissements mais aussi l'Etat (à travers le trésor) sont financés essentiellement sur le marché financier ».

M. SAÏDI



« Le financement des dépenses publiques par les banques tunisiennes est à l'origine de l'assèchement de la liquidité. Ce ne sont pas les familles tunisiennes qui sont responsables de l'inflation, ce sont les banques et l'Etat.

BILEL SAHNOUN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BOURSE DE TUNIS

«LES ENTREPRISES COTÉES N'ONT PAS SUBI LES CONSÉQUENCES NÉGATIVES DE LA CRISE SANITAIRE»

Le revenu global des sociétés a augmenté de 13% par rapport à la même période en 2020 pour atteindre 14,5 milliards de dinars contre une hausse de 8% en 2020. Les revenus ont progressé dans huit secteurs sur neuf. Les meilleures performances reviennent au secteur de la télécommunication avec 43,2% et au secteur des technologies avec 32,5%. La seule diminution a été réalisée par le secteur santé avec une baisse de 9,5%.

Une rencontre a été organisée récemment par la Bourse de Tunis pour commenter le niveau d'activité des sociétés cotées au terme des neuf premiers mois de l'année 2021 et présenter les principaux indicateurs boursiers.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS BOURSIERS

S'agissant de la capitalisation boursière, Lotfi Khezami, directeur de communication de la Bourse de Tunis, a fait savoir qu'au 12 novembre 2021, la valorisation boursière s'est élevée à 23.216 millions de dinars, accusant une légère hausse de 124 millions de dinars (0,54%) par rapport à la fin de l'année 2020. La faible croissance de la capitalisation boursière est principalement

due à une variation peu significative des prix, mais aussi à l'absence de nouvelles introductions en Bourse et d'opérations d'augmentation de capital. La répartition sectorielle révèle que le sec-

teur des finances et celui des biens de consommation représentent 80,1% de la capitalisation boursière (41,7% pour le secteur financier et 38,4% pour celui des biens de consommation). "Ces deux secteurs, qui pèsent 80% de la capitalisation boursière, ne reflètent pas du tout l'économie tunisienne. On a des pans entiers de l'économie qui ne sont pas représentés comme l'agriculture, le tourisme, les télécommunications, l'énergie et les mines, etc.", a commenté Bilel Sahnoun, directeur général de la Bourse de Tunis. Au 31 octobre 2021, la valorisation boursière des sociétés des secteurs de la santé et des finances a respectivement baissé de 18% et de 1%. En revanche, la capitalisation boursière des sociétés pétrolières et de matériaux de base a accusé une nette progression respectivement de 10% et 13%. Le taux de participation étrangère dans la capitalisation boursière a baissé de 1,69% par rapport à la fin de 2020 pour s'établir à 23,56%. S'agissant du volume des échanges, Sahnoun a fait savoir que l'année 2021 a démarré avec un excellent volume qui avoisinait le double du volume enregistré à la même période de l'année précédente. Mais la tendance s'est inversée à partir du mois de juin. Depuis, le volume continue à afficher une baisse aiguë imputable, entre autres, à la dégradation de la notation de la Tunisie et des banques tunisiennes.

BILAN D'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS COTÉES AU COURS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2021

En ce qui concerne les obligations d'information des sociétés cotées, Khezami a indiqué que 55 sociétés (70% de la Cote) ont communiqué leurs indicateurs d'activités au troisième trimestre 2021 dans les délais réglementaires de publication. A fin octobre, le taux est passé à 97%. Seules, les sociétés AMS et MIP n'ont pas publié leurs indicateurs. Sahnoun a ajouté, à ce sujet,

que la Bourse de Tunis vient de créer un compartiment "S" destiné aux entreprises qui ne communiquent pas leurs indicateurs ou qui cumulent un retard de 180 jours sur les échéances de communication. C'est une sorte de sanction qui va pousser les sociétés à respecter les délais réglementaires de publication. Par ailleurs, le Dg de la Bourse de Tunis a souligné que l'évolution du revenu global des sociétés cotées a mis en lumière leur résilience face à la crise covid. En effet, le revenu global des sociétés a augmenté de 13% par rapport à la même période en 2020 pour atteindre 14,5 milliards de dinars contre une hausse de 8% en 2020. "Les entreprises cotées n'ont pas subi de plein fouet les conséquences négatives de la crise liée au coronavirus. Il faut dire qu'on n'a pas beaucoup d'entreprises exposées aux effets covid. Les banques et les sociétés de biens de consommation n'ont pas été chahutées", a commenté Sahnoun.

Le revenu des 20 sociétés qui composent le Tunindex 20 s'élève à 9,3 milliards de dinars, soit une hausse de 15,1% par rapport à la même période de l'année écoulée. En général, les revenus ont progressé dans huit secteurs sur neuf. Les meilleures performances reviennent au secteur de la télécommunication avec 43,2% et à celui des technologies avec 32,5%. La seule diminution a été réalisée par le secteur santé avec une baisse de 9,5%. Dix sous-secteurs ont marqué des performances positives. Les meilleures reviennent aux bâtiment et matériaux de construction avec 32,9%, suivis par des biens et services industriels avec 31,2% et automobile et équipementiers avec 27,7%.

Concernant le secteur bancaire, le produit net bancaire (PNB) cumulé des 12 banques cotées a atteint 3 988 millions de dinars durant les 9 premiers mois de l'année 2021, accusant une progression de 12,3% par rapport à la même période de l'année pré-

cedente. Le revenu net de leasing, cumulé des 7 sociétés de leasing cotées, a augmenté de 5,9% pour atteindre 334 millions de dinars. Dans son ensemble, le secteur financier, qui domine la capitalisation boursière de la Cote, a progressé de 10,4% durant les 9 premiers mois de l'année 2021, avec un revenu global de 5.167 millions de dinars contre 4.679 millions de dinars durant la même période de l'année 2020. Dans le secteur des biens de consommation, le revenu global des trois grands groupes opérant dans l'agroalimentaire (Poulina Group Holding, Délice Holding et Sibt) a progressé de 14,5% pour atteindre 3 907 millions de dinars.

Le chiffre d'affaires global des quatre concessionnaires automobiles a augmenté de 29,0% au 30 septembre 2021 pour se situer à 848 millions de dinars. En revanche, dans le secteur des services aux consommateurs, le chiffre d'affaires global des deux enseignes de la grande distribution cotées en Bourse a légèrement régressé durant les trois premiers trimestres de l'année 2021 pour se situer à 1.159 millions de dinars. Les plus fortes hausses de revenus ont été réalisées par les sociétés Simpar (+104,6%), New Body Line (+78,8%), Stip (+75,9%) et Wifack International Bank (+71,6%). Les plus fortes baisses de revenus ont été enregistrées par des entreprises qui appartiennent à différents secteurs. Uadh (-81,4%), Essoukna (-39%), Placement Tunisie Sicaf (-36,1%) et Siphath (-34,7%).

LA MISE EN APPLICATION DE LA RÉFORME DU MARCHÉ ALTERNATIF

Interrogé sur la réforme du marché alternatif, Sahnoun a souligné que la mise en application du nouveau texte réglementaire de 2019 relatif au marché alternatif va permettre à la fois de simplifier le processus d'introduction des PME, mais aussi d'identifier le type des investisseurs avertis qui peuvent accéder



Le secteur financier, qui domine la capitalisation boursière de la Cote, a progressé de 10,4% durant les 9 premiers mois de l'année 2021, avec un revenu global de 5.167 millions de dinars contre 4.679 millions de dinars durant la même période de l'année 2020.

à ce marché risqué. Et d'ajouter : "Le tissu économique est surendetté et sous-capitalisé et ce marché va permettre en partie de restructurer le haut de bilan des PME et leur permettre de lever des fonds. Il va crédibiliser les PME auprès du secteur bancaire. On table sur l'introduction d'une centaine d'entreprises et on espère qu'il en naîtra un gisement de belles pépites qui accéderont au marché principal par la suite".

Marwa SAIDI

L'année 2021 a démarré avec un excellent volume qui avoisinait le double du volume enregistré à la même période de l'année précédente. Mais la tendance s'est inversée à partir du mois de juin.

MOURAD BEN MAHMOUD — EXPERT-COMPTABLE

«70% DES PME TUNISIENNES ENREGISTRENT UNE BAISSE DE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES»

En marge de la conférence de presse organisée par la Conect et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), en collaboration avec le cabinet d'Audit et de conseil HLB GSAudit & Advisory et l'Institut de sondage One to One, nous avons rencontré Mourad Ben Mahmoud, expert-comptable, qui nous a donné d'amples détails sur les résultats du baromètre de la santé des PME tunisiennes (Miqyes), un an après la propagation de la pandémie du covid.

UN AN ET DEMI APRÈS LA PROPAGATION DE LA PANDÉMIE DU COVID, COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LES RÉSULTATS DE LA CINQUIÈME ÉDITION DE MIQYES ?

Il faut dire qu'on s'attendait, avec les mesures, les restrictions sanitaires et les perturbations d'ordre logistique engendrées par le covid, à une forte détérioration de la santé des PME en Tunisie durant les deux dernières années 2020 et 2021. Les quatre premières éditions de Miqyes (2016-2019) ont montré que presque le quart du tissu des PME tunisiennes était déjà en difficulté commerciale et financière. Avec le covid, c'est environ la moitié des PME sondées qui se considèrent fragilisées. Pour 2020, 70% ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires et seulement 41,6% ont déclaré avoir réalisé un bénéfice comptable. La situation est critique, parce que quand la majorité des entreprises deviennent en difficulté, quel que soit leur secteur d'activité ou leur taille, le secteur privé n'est plus capable de se redresser.

LE BAROMÈTRE MIQYES MONTRÉ QUE L'EMPLOYABILITÉ EST INCERTAINE AU SEIN DES PME. QUELLE EST VOTRE PERCEPTION SUR CETTE SITUATION ?

L'enquête Miqyes montre que le solde net des emplois chez les PME a été négatif de -0,7 poste en moyenne en 2020, alors qu'il était nettement positif lors des précédentes éditions. C'est le secteur du commerce qui a enregistré la plus grande perte d'emplois. En effet, le solde net d'emplois pour ce secteur est de -1,5 poste en moyenne par entreprise. Le secteur de l'industrie s'est montré, quant à lui, le plus résilient en maintenant son capital humain. Quant au secteur des services, il a enregistré une baisse relative de son solde net des emplois de -0,7 poste, principalement des non-cadres. Il faut préciser que ce sont les PME de taille moyenne (de 20 à 99 salariés) ou grande (de 100 à 199 salariés) qui emploient le plus et qui ont un impact positif ou négatif. Par ailleurs, le solde net des emplois dans le secteur de l'industrie était techniquement

moins touché que les autres secteurs. En effet, durant la crise sanitaire, l'industrie avait plus de visibilité que les autres secteurs, comme le tourisme, le transport, la restauration ou les loisirs et la culture. Bien que perturbée par le dérèglement des flux logistiques d'importation et d'exportation des biens et des services, elle pouvait toujours mobiliser ses effectifs dans des préparations de commandes, des travaux de maintenance...etc. De plus, le dérèglement logistique rend la disponibilité immédiate d'une main-d'œuvre opérationnelle, un facteur important pour l'entreprise industrielle pour honorer ses engagements.

EST-CE QUE CES ENTREPRISES ONT BÉNÉFICIÉ DES AIDES DE L'ÉTAT ?

Il faut d'abord savoir que 68% des PME en Tunisie sont petites, employant entre 6 et 9 salariés. Ces PME, ayant le plus de difficultés financières, ont moins bénéficié des mesures de sauvetage mises en place par le gouvernement. Sachant que la plupart des PME n'en ont pas adhéré aux programmes d'aide et celles qui y ont adhéré n'en ont pas bénéficié. A titre d'illustration, la mesure la plus populaire, qui a le mieux fonctionné et qui consiste en l'octroi d'une aide de 200 DT par employé, n'a mobilisé que 41,2% des entreprises contactées, bien que près de 60% des entreprises demandeuses déclarent en avoir effectivement bénéficié. Pour les quatre autres mesures phares ciblant les entreprises, celle de l'échéance des charges fiscales n'a pas eu un grand engouement, puisque peu d'entreprises ont déclaré y avoir eu recours (16,3%) et 52% des demandeurs déclarent en avoir bénéficié. Pour la mesure relative au report des charges sociales, 1/4 des entreprises demandeuses en ont bénéficié. Quant à la restitution du crédit de TVA, seulement 11% des entreprises l'ont demandée, moyennant un taux de 34,5% de réponses positives. Enfin, pour l'obtention d'un prêt garanti par l'Etat, 1/5 des entreprises ont déposé des demandes, dont 28% seulement en ont



bénéficié. Bref, le taux de réponses positives à l'ensemble des mesures est assez modeste, comparé à l'ampleur des dégâts immédiats et projetés des restrictions sanitaires imposées sur les entreprises.

FACE À CETTE SITUATION DE CRISE, LES BANQUES JOUENT UN RÔLE TRÈS IMPORTANT DANS LE FINANCEMENT DES PME. QU'EST-CE QUE VOUS EN PENSEZ ?

Le problème réside dans la relation des entreprises avec les banques. Nos différentes éditions de Miqyes montrent que les PME recourent de moins en moins aux crédits de gestion et autres instruments bancaires de financement d'exploitation. La demande s'est accentuée en 2020. Ainsi, 17% des PME ont recouru aux crédits de gestion. Le faible financement des entreprises par les banques rend hypothétique tout recours au système bancaire comme levier pour soutenir le secteur privé. Le rôle du secteur financier, pour réduire l'impact du covid, est difficile à cerner. Les banques sont soumises à une réglementation et disposent d'une indépendance de décision et de gestion. Dans ces conditions, il faudrait impérativement installer un programme ambitieux d'accompagnement des PME visant l'identification de leurs besoins financiers et logistiques. A ce titre, la coordination avec les experts comptables et les structures de promotion de l'entrepreneuriat, comme les centres d'affaires, fournira un accompagnement adapté aux PME dont la majorité est de petite taille. Il est aussi important de mettre en place des actions de suivi et d'évaluation pour débloquent les fonds et réconcilier les banques avec les PME. En conclusion, l'opération de sauvetage des PME tunisiennes permettra de sauver les emplois. On devrait adapter rapidement les mécanismes et programmes existants de l'emploi pour préserver les emplois existants, réintégrer les personnes ayant perdu leur travail.

Propos recueillis par Sabine AHMED

RAPPORT 2020 DE L'UNION DES BANQUES MAGHRÉBINES (UBM)

L'ORIENTATION VERS LES POLITIQUES RSE SE CONFIRME

Selon une étude réalisée dans le cadre du rapport 2020 de l'UBM, 27% des banques maghrébines ont réalisé une avancée considérable en matière d'Objectifs de développement durable et de RSE.

Le rapport 2020 de l'Union des Banques Maghrébines (UBM) fait ressortir la résilience du secteur bancaire au Maghreb face à la crise covid. Il met également l'accent sur les nouvelles tendances qui ont marqué le secteur en 2020. A en croire le rapport, la crise liée au coronavirus a accéléré la digitalisation des banques maghrébines et a favorisé le développement de leurs politiques RSE. En effet, ce constat a été tiré suite à une étude qualitative qui a été réalisée dans le cadre du rapport 2020 de l'UBM dans l'objectif d'évaluer la performance durable des banques au Maghreb. Elle s'est basée, entre autres, sur les facteurs ESG (Environnement-Société-Gouvernance), les rapports RSE mais aussi sur des données sanitaires relatives à l'épidémie covid-19. Les résultats de l'étude ont révélé, en somme, que la crise a accéléré l'orientation des banques maghrébines vers les politiques RSE. En effet, 27% des banques maghrébines ont réalisé une avancée considérable en matière d'Objectifs de développement durable et de RSE alors que 17%

d'elles sont en train d'améliorer leurs objectifs ODD et RSE. Les résultats montrent que les banques maghrébines sont, d'une manière générale, sur la bonne voie de l'intégration des pratiques RSE malgré le retard accusé par certaines banques. La crise covid a été une occasion pour accélérer le développement des politiques RSE des banques maghrébines qui ont investi dans plusieurs secteurs tels que la santé, le développement rural, l'assainissement et la micro-assurance. En outre, le rapport souligne le phénomène de l'accélération de la digitalisation des banques. Le fossé numérique qui se traduit essentiellement par l'inégalité face aux outils numériques et électroniques s'est rétréci, dans un laps de temps très court, et les objectifs des banques en matière de digitalisation pour les deux ans à venir sont désormais atteints. Le paiement via internet et le recours aux applications mobiles et autres services numériques étaient les outils les plus utilisés lors de la crise covid.

M. SAÏDI

ZOOM

LES PME AU BORD DU PRÉCIPICE

La pandémie du covid a frappé de plein fouet les PME tunisiennes dont la situation demeure très critique. Depuis 2020, les faillites se seraient enchaînées en raison du manque de soutien adéquat et de sources de financement qui auraient pu aider ces entreprises dans leur reprise d'activités. D'après le baromètre de la santé des PME Miqyes 2021 réalisé par la Conect en coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), 13% des entreprises (517 PME) à participation étrangère ont déclaré avoir fermé leurs portes, 84% ont vu leurs activités impactées par la crise sanitaire et 50% ont perdu une clientèle stratégique en 2020. De même, 69,7% de ces entreprises ont observé une baisse de leur chiffre d'affaires en 2020, contre 32,4% en 2019 et seulement 41,6% ont déclaré avoir dégagé un bénéfice comptable contre 66,8% en 2019. Outre les répercussions de la pandémie, le baromètre a fait ressortir d'autres lacunes relatives au blocage administratif causé aussi bien par l'administration fiscale que par les douanes et les autorisations. Quoique certaines PME aient la volonté de restructurer leur situation financière en 2022, l'environnement des affaires demeure aujourd'hui décourageant, voire démotivant à cause du cadre fiscal actuel, sachant que la moitié des entreprises interrogées ont perdu leur capital et 35% ont eu des difficultés financières pour pouvoir

poursuivre leurs activités. Le nouveau gouvernement est appelé à prendre de fortes mesures pour assurer la reprise optimale des activités de cette catégorie d'entreprises. Sa première action consiste en la mise en place urgente d'un dispositif national de sauvetage de ces PME. Car d'après ce tableau sombre dressé par la Conect sur la situation générale que traversent les PME depuis 2020 et qu'elle juge critique, il est temps de faire bouger les lignes et de lancer une alerte à destination du gouvernement pour sauver ces entreprises, qui se trouvent aujourd'hui, pour la majorité, dans un état de surendettement et une crise suffocante. Dans ce contexte, la directrice générale de promotion des PME au ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, Malika Krit, a souligné que l'année 2020 était une année difficile pour les entreprises tunisiennes, notamment les PME, mettant l'accent sur l'impératif de réfléchir à de nouveaux mécanismes innovants pour promouvoir les PME, dans le cadre d'une stratégie nationale industrielle à l'horizon de 2035. C'est dire que la crise sanitaire n'a fait qu'accroître la descende aux enfers d'une machine économique fragilisée par l'absence d'une vision prospective et efficace sur la situation. Les entreprises devront faire preuve de persévérance et essayer de tirer leur épingle du jeu dans un environnement où tout est en crise.

Najoua HIZAOUÏ

► ANALYSE

AUSTÉRITÉ — RELANCE DE LA FISCALITÉ À LA NOUVELLE HIÉRARCHIE DES OBJECTIFS

D' **Tahar El Almi**, **Economiste-Universitaire, Professeur Associé à l'IHET**

La semaine passée s'est inscrite sous le couvert du Conseil supérieur de la fiscalité. Les travaux de haute couture ont débouché sur un certain nombre de recommandations. Cependant, il nous a semblé opportun de mettre en exergue un certain nombre de points.

Si la répartition est une fonction essentielle de la politique économique, selon la typologie de Richard Musgrave (1989), la politique économique comporte deux autres dimensions qui sont :

- L'allocation optimale des ressources (investissement, éducation, environnement) et,
- La stabilisation macroéconomique (politiques budgétaire et monétaire).

Cette typologie s'applique sans réserve à la politique fiscale, qui comporte fondamentalement,

- Une fonction de correction de la répartition initiale des revenus
- Une fonction de collecte des ressources pour financer les charges publiques et
- D'incitation à l'efficacité économique.

Ces trois fonctions, souvent antagonistes, sont intimement liées, et toute action sur l'une a nécessairement des effets sur les deux autres. Au cours de la dernière décennie, en Tunisie, la fonction de collecte des ressources pour l'assainissement des comptes publics a largement pris le pas sur les deux autres fonctions (répartition, efficacité). La stratégie de consolidation budgétaire amorcée en 2012-2021 a ainsi reposé de façon prioritaire sur une hausse nette des prélèvements obligatoires, qui a fourni l'essentiel de l'effort structurel réalisé au cours de la décennie passée. Entre 2012 et 2021, elles ont modifié plus profondément qu'on ne le pense le paysage fiscal-social des années 2000-2010. La Tunisie qui se trouve toujours dans une situation de

forte contrainte budgétaire, notamment après le choc du 14 janvier 2011, se doit de réaliser au moins 3,2 points de PIB de croissance pour atteindre l'équilibre structurel en 2025. Dès lors, la redéfinition de la hiérarchie des objectifs de la politique fiscale se retrouve au premier plan (qui ferait l'objet d'une série d'études en cours, objet d'un prochain colloque au cours de l'hiver 2022). Dans une économie en stagnation (stagnation, inflation et chômage élevés), les objectifs d'efficacité économique et de répartition ont vocation à refaire partie des priorités dans les années à venir, la question étant désormais de savoir lequel est le plus urgent. En dépit des marges de progrès indéfinies, il est difficile de soutenir que la répartition ne fonctionne pas en Tunisie, surtout lorsque l'on prend en compte l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre (compensation des produits de première nécessité, prélèvements, protection sociale), auxquelles il faut ajouter le Smig, le Smag dont le niveau relatif élevé par rapport au reste de la grille salariale joue un rôle d'amortisseur social en période de crise. Par contre, l'incitation à l'efficacité économique apparaît clairement comme la perdante des évolutions récentes.

En particulier, l'importante révision à la hausse de plusieurs recettes fiscales (TVA, IS, IR) par rapport à la prévision semble indiquer un affaiblissement des assiettes taxables qui menace sérieusement le retour à l'équilibre des comptes publics,

via les effets contreproductifs sur l'activité et la croissance. Elle devrait faire l'objet d'études approfondies pour en comprendre les causes profondes et mieux articuler la relation, économiquement évidente mais complexe à évaluer, entre les décisions de taxation des pouvoirs publics et les comportements des acteurs économiques. Bien sûr, complexe par nature, l'étude de la répartition fait face à d'importantes difficultés méthodologiques (compensation, transferts en nature) qui rendent impossible à ce stade toute analyse exhaustive. Toutefois, d'après les travaux disponibles, le système de répartition tunisien remplit assurément son rôle, de puissants mécanismes de transferts (notamment via la protection sociale) réduisant les écarts de niveau de vie dans des proportions non négligeables. Au sein de ces transferts, la progressivité, en particulier de l'impôt sur le revenu, joue un rôle majeur mais pas exclusif. D'une façon plus générale, il conviendrait de replacer ce sujet dans le débat plus large sur les trois fonctions de la politique fiscale : alors que la croissance potentielle est durablement installée en-deçà des 2,5 %, la fonction d'incitation à l'efficacité économique devrait être prioritaire dans les années de redressement à venir pour contribuer à la réduction du chômage (qui reste le meilleur moyen d'améliorer le bien-être collectif) et à réduire les déficits à travers une politique de nature contra-cyclique (baisse globale des prélèvements).



► LE COIN BOURSE

SYNTHÈSE HEBDOMADAIRE AU VENDREDI 19 NOVEMBRE 2021

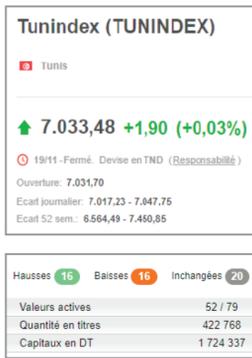
Le Tunindex clôture la semaine en consolidation baissière, avec une perspective de reprise au niveau des valeurs phares du marché.

L'Indice de référence de la Bvmt clôture la semaine sur une légère correction de hausse de 0,03% et termine, laborieusement, à 7.033,48 pts. Le Tunindex reprend sa consolidation baissière avec une volatilité élevée sous-tendue par la plus mauvaise visibilité du marché. En l'absence de signaux forts sur la stratégie de sortie de crise financière que traverse la Tunisie, la Bvmt hésite à prendre des positions sur des valeurs à très faibles perspectives. D'une semaine à l'autre, à la clôture de vendredi, les valeurs financières du Tunindex se retrouvent globalement dans le rouge, contre des industrielles qui se stabilisent. L'indice de la Bvmt, après avoir laborieusement franchi à la hausse sa ligne symbolique à 7.000 points, semble vouloir y rester au-dessus, en consolidation, dans un canal (7.000-7.050 pts). Pour un Point Pivot relativement plus bas à 7.025. pts, les prochaines résistances seraient : R1 : 7.040 pts. Au-delà, le prochain niveau de résistance se situerait à

7.060 pts (R3). A la baisse, l'indice trouvera un support au niveau de la ligne de soutien S3, à 7.000 pts. Enfin, pour le Tunindex, l'analyse technique affiche encore un signal « Vente » en données quotidiennes. Le marché boursier de la place de Tunis est tenté par un retournement de sa tendance baissière :

- Au niveau des Indicateurs techniques : le marché évolue dans la zone Achat.
- Au niveau des Moyennes Mobiles, le Tunindex clôture la séance en dessous de toutes ses principales moyennes mobiles longues et au-dessus de ses moyennes mobiles courtes.
- Au regard des facteurs graphiques clés que nous avons examinés, notre avis est à -Neutre- à -Achat-.
- Ce scénario est valable tant que le Tunindex cote au (voisinage +) de la ligne des 7.030+ points.

T.E.A.



Indicateurs techniques			Moyennes Mobiles		
Nom	Valeur	Type de position	Periode	Simple	Exponentiel
RSI(14)	39,581	Vente	MA5	7 034,52	7 033,35
STOCH(9,6)	57,536	Achat		Vente	Achat
STOCHRSI(14)	92,209	Suracheté	MA10	7 031,58	7 031,38
MACD(12,26)	-35,570	Vente		Achat	Achat
ADX(14)	28,866	Neutre	MA20	7 023,55	7 056,39
Williams %R	-43,561	Achat		Achat	Vente
CCI(14)	34,358	Neutre	MA50	7 152,00	7 122,81
ATR(14)	35,4049	Moins de volatilité		Vente	Vente
Highs/Lows(14)	0,0000	Neutre	MA100	7 219,81	7 153,14
Ultimate Oscillator	51,874	Achat		Vente	Vente
ROC	0,240	Achat	MA200	7 133,80	7 104,59
Bull/Bear Power(13)	-9,3142	Vente		Vente	Vente
Résumé: ACHAT			Achat: 4 Vente: 8		
			Résumé: VENTE		



► L'ENTREPRISE AUTREMENT

Une mise au point générale s'impose(*)

Par **Foued ALLANI**

Nous n'avons plus le choix. Mettre tout au clair ou bien laisser l'ambiance générale du pays devenir encore plus tendue. Celle-ci risque alors de dégénérer et pourrait donner naissance à des conflits violents. Une situation très dangereuse qui pourrait conduire le pays à la faillite totale. En plus du fossé qui est en train de se creuser entre Saïed et la classe politique, des foyers de tensions sont en train de voir le jour. La pauvreté et le chômage, dont les taux respectifs sont en train d'augmenter d'une manière inquiétante aidant, l'hiver qui débarque dans quelques jours pourrait s'annoncer très chaud. Un hiver très chaud s'annonce donc et il risque de devenir, hélas infernal. Ayant choisi de faire cavalier seul, depuis le 25 juillet dernier, le locataire de Carthage semble, en effet, décidé à opérer des changements profonds visant le système politique, alors que le pays a besoin avant tout d'une feuille de route claire, urgente et réalisable, capable de le faire sortir du bourbier dans lequel il est en train de s'enfoncer depuis des années. Alors que le pays est bousculé par d'inoxorables échéances, Saïed semble s'enfoncer de jour en jour dans la gestion des affaires courantes et les contingences et va se mettre sur le dos tous les problèmes hérités, participant ainsi à leur aggravation. Le vrai danger, comme nous l'avions déjà évoqué sur ces mêmes colonnes début septembre, est ce flou qui règne depuis le fameux 25 juillet, devenu un écran de fumée depuis le 22 septembre. Un danger qui est en train de s'accroître et qui a fait affaiblir la position de Saïed, aussi bien en interne qu'à l'étranger, sachant qu'il est devenu entièrement responsable de ce qu'il se passe depuis cette date-là. Saïed sait très bien que l'histoire récente du pays nous enseigne qu'à chaque fois que le pouvoir en place a eu un bras de fer avec les acteurs politiques, sociaux ou économiques et que l'ambiance générale du pays devient délétère, la rue réagit en masse et les affrontements entre elle et les forces de l'ordre deviennent plus violents. Aujourd'hui nous approchons de ce scénario que les solutions sécuritaires ne font qu'accélérer. Des foyers de tensions et de violences sont en train

d'éclater ça et là et les violences isolées, mais combien significatives et inquiétantes, sont en train de se multiplier. Certains observateurs avertis y voient les prémices de mouvements de la rue. Surtout qu'aucune amélioration du quotidien des citoyens n'a été ressentie et que le pouvoir d'achat est en train de s'affaiblir de jour en jour. Une nouvelle vague du covid-19 pourrait avoir lieu. Elle sera encore plus meurtrière pour l'économie, mais pourrait servir d'alibi pour contraindre les gens à observer un confinement partiel et essayer de briser un tant soit peu le processus contestataire. Handicapé par une communication catastrophique aussi bien côté fond que côté forme, donnant l'impression qu'il se barricade, Saïed renvoie une image très bureaucratique de l'exercice du pouvoir et toute déclaration que chaque ministre donne aux médias doit apparemment comporter la formule sacrée, « selon les instructions du Président Kais Saïed ». Pire, la volonté de la part de ce dernier de mettre la main sur toutes les institutions et tous les rouages de l'Etat est devenue plus que flagrante. Et chacun le sait, le conflit pour la maîtrise du ministère de l'Intérieur a toujours été au centre des bagarres politiques, et ce, depuis l'ère Bourguiba. Le provisoire qui dure et l'exceptionnel qui devient normal. Voilà vers quoi nous nous acheminons. C'est pourquoi cette situation doit impérativement prendre fin. Les députés d'En Nahdha, de Qalb Tounès, d'Illel el karama et du Destour sont appelés à démissionner pour que le Parlement puisse s'autodissoudre. Seul moyen de faire bouger les choses. Quatre mois de discours et de bouillonnement politique ont fini par mettre le pays à genoux. Et comme déjà dit, le volet économique et social reste le parent pauvre du locataire de Carthage qui semble agir par la méthode du coup par coup. Des élections législatives et présidentielles anticipées doivent alors être organisées. Un congrès national doit alors se réunir pour proposer le projet d'une nouvelle Constitution, celui d'un nouveau modèle social et celui d'un nouveau modèle de développement incluant un nouveau modèle de consommation. (*) IV et fin

► HIGH-TECH

A L'OCCASION DE SES 10 ANS SOFRECOM TUNISIE FAIT LA PART BELLE À L'INNOVATION

L'objectif de l'entreprise pour les années à venir est de former ses ingénieurs aux métiers du futur et accompagner l'innovation.

A l'occasion de la célébration de ses 10 ans, Sofrecom Tunisie a organisé une table ronde autour du thème "Capital humain et innovation dans le secteur numérique : quels enjeux et opportunités en Tunisie?". Michaël Trabbia, directeur exécutif Technologies et Innovation d'Orange et président de Sofrecom, a réaffirmé, à cette occasion, l'engagement de l'entreprise et sa volonté d'être l'acteur de référence pour le développement du numérique en Tunisie et sur le continent africain. «Nous sommes heureux de vous retrouver aujourd'hui à Tunis, pour fêter les 10 ans de Sofrecom Tunisie. Ce sont désormais plus de 1.000 emplois créés à Tunis depuis l'implantation de Sofrecom dans le pays. Les compétences hautement qualifiées de nos ingénieurs et développeurs recrutés dans les universités et écoles tunisiennes contribuent activement aux projets d'Innovation d'Orange. Nous sommes fiers de contribuer au développement économique de la Tunisie», a déclaré Michaël Trabbia. Interrogé sur l'évolution de l'écosystème de l'innovation en Tunisie, Trabbia a souligné, dans une déclaration à La Presse, qu'il s'agit d'un écosystème de grande qualité, mais qui demeure encore limité. Il a affirmé, en ce sens, que la Tunisie est le deuxième pays d'implantation pour les équipes d'innovation et les technologies de groupe. «On y a trouvé un écosystème avec des compétences et des talents. Et au-delà de la formation, il y a un engagement et un dynamisme qui sont très forts», a-t-il précisé. Toutefois, il a estimé que l'écosystème est encore limité et ne touche pas toutes les catégories de la population. «Je crois qu'on a un vrai enjeu d'aller vraiment diffuser et chercher plus de jeunes peut-être dans des milieux défavorisés, et dans les régions pour les amener vers ces métiers de demain», a-t-il ajouté.

FORMER LES INGÉNIEURS AUX MÉTIERS DU FUTUR
Lors du débat qui a vu la participation des enseignants universitaires, des start-uppeurs et des responsables Innovation, les intervenants ont rappelé les enjeux de la transformation numérique et l'importance du capital humain comme un élément essentiel à cette transformation. En effet, le pays est doté de 30 écoles publiques d'ingénieurs et 28 du secteur privé. Ces écoles assurent la formation des ingénieurs en 96 spécialités réparties sur 223 filières dont 60 en informatique. L'objectif de Sofrecom Tunisie pour les années à venir est de former ses ingénieurs aux métiers du futur et accompagner l'innovation. L'entreprise mise sur une formation de qualité et une stratégie de rétention des talents. «Pour anticiper les besoins en profils et en technologies, on a commencé cette année à former nos ingénieurs avec des parcours personnalisés afin de les préparer et les convertir de profils de développeur sur des technologies déterminées vers de nouvelles compétences, notamment le data scientist, le BI Business Intelligence, la virtualisation et l'ingénierie autour du Cloud», a affirmé Samir Ben Zahra dans une déclaration accordée aux médias en marge de l'événement. Guillaume Boudin, directeur général de Sofrecom, a ajouté que les engagements, que l'entreprise a pris pour la création d'emplois hautement qualifiés dans le secteur numérique, ont été dépassés. «Sofrecom Tunisie est devenue aujourd'hui la 1^{ère} entreprise de services numériques en Tunisie, et autre élément de fierté, plus de la moitié de ses ingénieurs sont des femmes. Nous comptons poursuivre cette belle dynamique de croissance et de mixité, et faire de la transformation digitale un levier fort de développement et d'inclusion en Afrique», a-t-il précisé.

M. SAIDI

► KIOSQUE INTERNATIONAL

PÉTROLE: LA DEMANDE ATTEINDRA 100 MILLIONS DE BARILS PAR JOUR EN 2022

La demande de brut s'élevait à plus de 100 millions de barils par jour, à partir de l'année prochaine, selon des prévisions du géant mondial Saudi Aramco. La demande de brut a atteint la barre des 100 millions de barils par jour, pour la première fois, au dernier trimestre 2019, mais elle a diminué par la suite, sur fond de l'impact négatif de la pandémie du coronavirus. L'offre excédentaire de brut équivalait à trois ou quatre millions de barils par jour, mais elle diminuera avec l'augmentation de la demande de carburéacteur et de la reprise du secteur du transport aérien. En 2022, l'Opep prévoit que le taux de consommation mondiale de pétrole atteigne les 100,8 millions de barils par jour, alors que la demande quotidienne moyenne de pétrole sur l'ensemble de l'année 2021 est d'environ 96,8 millions de barils, contre 90,5 millions de barils par jour en 2020, à en croire des estimations de l'organisation.

LES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE EURO REDOUTENT UNE INFLATION « PLUS PERSISTANTE » QUE PRÉVU

Les 19 ministres des finances de la zone euro, réunis récemment à Bruxelles dans le cadre de l'Eurogroupe, ont discuté de l'accélération de la hausse des prix à la consommation ces derniers mois, l'inflation atteignant 4,1% en octobre, disant craindre que cette tendance persiste plus longtemps que prévu, au point d'entraîner une hausse des salaires qui alimenterait la spirale inflationniste. « L'augmentation des prix est largement due à des facteurs temporaires, pourtant cette augmentation persiste un peu plus que prévu, en raison de la nature de la reprise », a déclaré le président de l'Eurogroupe Paschal Donohoe, à l'issue de cette réunion. M. Donohoe a toutefois relevé que l'Eurogroupe s'attend « à un relâchement de cette inflation durant les années 2022-2023 ». Pour l'instant, la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne estiment que cette situation est

temporaire, car liée à la forte reprise économique consécutive à la sortie de la pandémie du covid-19. Le retour à la normale devrait être pourtant plus lent que prévu, selon l'Eurogroupe. La principale cause de la hausse des prix à la consommation est imputable à flambée des prix de l'énergie, celle-ci ayant atteint 23% en octobre. Les ministres des Finances de la zone euro ont également lancé les discussions sur la réforme des règles budgétaires de l'UE, qui impose aux Etats membres de maintenir les déficits budgétaires en dessous de 3% du PIB et la dette en dessous de 60%. L'objectif consiste à ajuster ces règles aux réalités économiques de l'après-pandémie d'une dette publique élevée et d'importants besoins d'investissement.

BANK OF AFRICA PRIMÉE AU 14^E CYCLE DES ARABIA CSR AWARDS

Bank of Africa - Bmce Group a été primée, pour la 8^e année consécutive, dans la catégorie Financial services sector de la région Mena pour son leadership en matière de Responsabilité sociale et de durabilité, spécifiquement la résilience démontrée face à la crise covid-19, lors de la 14^e édition des Arabia CSR Awards, tenue récemment à Dubai. Cette plateforme régionale récompense les organisations de la région qui démontrent un leadership et un engagement exceptionnels en faveur de la durabilité. Les lauréats représentaient à la fois le secteur public et privé de 9 pays arabes et étaient répartis dans 13 catégories différentes. Ils ont été jugés sur la base de critères internationaux, tels que les principes du Pacte mondial des Nations unies (Ungc), les normes du Global reporting initiative (GRI), le modèle de la Fondation européenne pour la gestion de la qualité (Efqm) et les 17 objectifs de Développement durable des Nations unies. Les performances mises en exergue par ce prix sont liées notamment aux domaines de l'Environnement et des ressources humaines, tout en saluant particulièrement les actions dans les domaines liés à l'Engagement communautaire, la Promotion du

développement social et économique, les impacts sociétaux des produits et services de la banque, ainsi que le comportement commercial. Ce benchmark régional a considérablement élargi sa portée au cours de la décennie, et sa crédibilité lui a valu la confiance et la reconnaissance d'organismes mondiaux et régionaux, tels que le Pacte mondial des Nations unies, le Programme des Nations unies pour l'Environnement et la Ligue des États arabes. Cette reconnaissance témoigne et confirme l'engagement de la Banque dans le déploiement de sa démarche de Responsabilité sociétale, de sa vision globale, de sa mission et de l'ensemble des valeurs qui reflètent la stratégie de développement durable du Groupe. Ainsi, ce prix rend hommage au leadership de Bank of Africa, porté par la vision de son président Othman Benjelloun, qui intègre les enjeux de Développement durable comme levier de performance et de durabilité et contribue à l'atteinte des Objectifs de développement durable.

N.H.